

Révolution Algérienne !

tes. L'Algérie s'inscrit dans une longue liste où figure le Kenya, Chypre...

Il fallut beaucoup de temps avant que l'émotion dans l'opinion publique sur les violences et tortures en Algérie atteigne une certaine intensité. Nous ne parlons pas des condamnations à mort à la chaîne, « légalement » prononcées par les conseils de guerre, mais des méthodes employées, semblables à celles de la Gestapo, à celles qui furent qualifiées de « crimes de guerre » au tribunal de Nuremberg.

Une Commission parlementaire avait commencé par fermer les yeux. Il ne faut pas se laisser gagner par le doute, déclara un député membre du groupe parlementaire socialiste.

Une Commission internationale sur les Comités de concentration, tout en ayant pour point de départ une conception d'un régime concentrationnaire type — celui de Buchenwald, Auschwitz... — que ces enquêteurs ne trouveront nulle part, et qui était en faveur du gouvernement français contre les Algériens, n'a pas pu ne pas conclure qu'il y avait emploi de mesures administratives arbitraires et tortures. Un préfet, membre du Parti Socialiste d'ailleurs, non seulement l'avait admis à cette Commission, il avait présenté une justification de ces mesures. Un aumônier aussi, fidèle à la tradition des moines-guerriers, se prononçait aussi dans le même sens.

Après la mort de l'avocat Boumendjel, le gouvernement français dut faire quelque chose: il désigna une « commission de sauvegarde des libertés », composée de personnalités parvenues au faite des honneurs. Cette Commission n'a pu entendre certains témoins et, au moment même où les affaires Alleg et Audin constituent de véritables défis qui, à d'autres époques, auraient fait descendre des dizaines et des centaines de milliers d'hommes dans les rues, cette Commission n'a rien à dire publiquement: c'est au chef du gouvernement qu'elle envoie son rapport. On se demanderait pourquoi elle a été désignée si on n'avait pas depuis longtemps la conviction que sa création n'était que de la poudre-aux-yeux.

La « gauche »

et les mouvements coloniaux

Il est tout à fait vrai qu'existent des hommes, des courants de gauche qui s'opposent à la politique gouvernementale en Algérie, et dont l'activité suscite la rage des colonialistes et des hommes politiques à leur service, y compris des socialistes à la Lacoste et Lejeune. Toutefois, politiquement, leur action a suscité des observations de la part du F.L.N. qui méritent d'être connues. Nous lisons dans « Résistance Algérienne », organe de la Fédération de France du F.L.N. :

L'absence de la classe ouvrière française dans la vie politique laisse réellement perplexe, à l'heure où le problème de la décolonisation de la France est devenu décisif quant au choix qu'implique l'avenir de ce pays...

La gauche anticolonialiste dans son ensemble commet une erreur majeure: elle ne veut pas affronter courageusement la nécessaire décolonisation de la France. Elle ne veut pas reconnaître que l'intérêt de son pays implique la rupture des liens coloniaux, étape qui doit précéder les modifications de structures que la gauche désire apporter à son pays.

Si cette gauche envisageait de cette manière les problèmes que lui pose la révolution libératrice algérienne, nul doute qu'elle verrait dans la lutte de notre peuple une aide précieuse au combat du peuple français pour les changements auxquels il aspire.

Comment expliquer l'inaptitude à ce combat que manifeste la gauche démocratique et anticolonialiste de France?

Il semble que cela tienne essentiellement à son incapacité à dominer l'ensemble des problèmes qui se posent à son pays et à tracer une voie correcte et réaliste d'évolution à son peuple.

Elle a sous-estimé en particulier la lutte des peuples colo-

niaux et ses conséquences pour la France. Elle n'a pas engagé franchement le combat qu'exigeait d'elle la liquidation de l'impérialisme colonial.

Son comportement se caractérise par l'opportunisme caché sous un intérêt national mal compris, et le développement du chauvinisme.

La gauche française croit ainsi pouvoir atténuer les conflits irréductibles qui l'opposent à la réaction et aux forces conservatrices de son pays.

Quand des difficultés naissent de cette fuite devant le combat, elle tend à les attribuer tout naturellement à la guerre libératrice que mène notre peuple: « cette guerre complique tout ».

Aussi, elle réclamera les négociations avec le F.L.N., mais n'agira que bien peu pour en faire mûrir les conditions.

Naturellement elle voudrait une paix même boiteuse.

On en tient insensiblement aux « conseils de modération » au F.L.N. et à l'A.L.N. et même à une tendance curieuse: la mentalité d'arbitre et de médiateur.

L'arbitre distribuera les conseils et blâmera les fautes et le médiateur voudra rapprocher les positions entre les forces dominantes en France et le peuple algérien.

Cette gauche oublie simplement qu'elle est partie dans le conflit algérien et qu'elle a à lutter contre les milieux dirigeants français.

C'est là la seule voie pour rapprocher nos deux peuples d'une solution de paix juste et stable dans l'indépendance réelle de nos deux pays.

Aussi ne pouvons-nous que regretter certaines prises de positions parfois tapageuses de certaines fractions de la gauche démocratique et anticolonialiste.

La manœuvre de grand style montée autour du crime colonialiste de Melouza a sérieusement ébranlé un large secteur de la gauche anticolonialiste et en particulier des personnalités qui semblaient le mieux comprendre la Révolution libératrice algérienne. Le chauvinisme, le paternalisme se sont révélés au grand jour...

Sous une forme différente nous retrouvons le même paternalisme chez les dirigeants de l'extrême-gauche qui croient bon de se mêler des problèmes qui leur sont étrangers.

Violant le principe de non immixtion dans les questions intérieures algériennes, un dirigeant du Parti Communiste Français s'est posé publiquement en conseiller et arbitre...

Militants du F.L.N., engagés dans un combat révolutionnaire et libérateur nous avons pour principe de ne pas nous immiscer dans les affaires intérieures du peuple français...

Des observations en partie similaires sont formulées par le député noir du Sénégal, Senghor, ancien ministre de la IV^e République:

Que le sénateur Léo Hamon, homme de gauche assurément et qui plus est, inscrit au groupe I.O.M.-R.D.A., se fasse l'avocat du nationalisme « français » en face des revendications des peuples ultramarins, voilà bien un signe des temps. Il n'est que de lire son article intitulé « La gauche souffre-t-elle d'algéromanie? », et paru dans le numéro du 13 août 1957 de France-Observateur. Voici deux des sous-titres qu'il donne à son article: « Nous sommes des Français et non les avocats des Algériens »; « Lier l'esprit de la gauche à la sensibilité nationale »...

Le problème n'est pas de donner, mais de discuter le don entre partenaires de la communauté, et sur un pied d'égalité. En d'autres termes, la décolonisation est la condition première et fondamentale de la communauté franco-africaine.

Par décolonisation, j'entends l'abolition de tout préjugé, de tout complexe de supériorité dans l'esprit du colonisateur, et aussi de tout complexe d'infériorité dans l'esprit du colonisé...

J'ai parlé de la méthode de la « charte octroyée ». Ce n'est pas tout. Les partis politiques de la métropole ne considèrent trop souvent les élus d'outre-mer que comme des pions sur l'échiquier parlementaire...

Que la gauche se fasse donc africaine avec les Africains afin de les gagner à la France. Déjà beaucoup d'Africains s'abandonnent au scepticisme sur la valeur de la distinction classique « gauche-droite »...

(Le Monde, 4 septembre.)

Les causes de la carence

de la « gauche »

Nous avons, pour notre part, expliqué les limites de la pensée des courants progressistes dans le fait que, malgré tout leur progressisme et un courage souvent indéniable dans la lutte contre la réaction, ils n'ont pas coupé tous les liens avec la bourgeoisie française. En outre, la gauche petite bourgeoise s'est trouvée encore plus enfoncée dans cette position par les politiques criminelles des grandes organisations ouvrières. On ne stigmatisera jamais assez ces dirigeants à la Guy Mollet qui, aujourd'hui, englobe dans la majorité qui dirige le PS des néos, des fascistes, salués comme tels par les fascistes eux-mêmes. Quant aux dirigeants du PCF, c'est du côté de Moscou qu'ils recherchent leur orientation. Or, Moscou n'a pas confiance dans les masses, c'est le moins qu'on puisse dire; et, par suite, Moscou ne voyant en Algérie que l'alternative: France ou USA préfère la présence de l'impérialisme français à celle des Etats-Unis.

Mais la situation actuelle, si elle peut même encore se détériorer pour un temps, devra trouver une issue. On ne règlera pas la révolution algérienne par une « loi-cadre » ni par des résolutions savamment balancées aux Nations Unies. Le peuple algérien mène résolument sa lutte. Les travailleurs de France ne pourront rester dans l'indifférence et la passivité. Aujourd'hui abasourdis par l'entourloupette qui a suivi les élections du 2 janvier 1956, ils finiront par sortir de leur torpeur, car il s'agit non seulement du sort des masses algériennes mais aussi de leur propre sort.

Vient de paraître:

LES BOLCHEVIKS contre STALINE

(La lutte des compagnons de Lenine
contre le stalinisme naissant en URSS)

Ce livre contient trois documents introuvables à présent:

Cours Nouveau (Léon Trotsky, 1923)

La Plateforme de l'Opposition de Gauche (Trotsky-Zinoviev, 1927)

Les « dangers professionnels » du pouvoir (Ch. Rakovsky, 1928)

Le volume: 400 frs

En vente à « Quatrième Internationale »

CCP P. Frank, 12648-46 Paris

64, Rue Richelieu